

[Traduction]

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Madame le Président, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social pourrait-elle nous expliquer pourquoi elle s'inquiète de la suppression des fonds destinés aux soins dentaires pour les enfants québécois de moins de 15 ans, comme elle l'a dit tout à l'heure, alors qu'elle ne s'inquiète pas de savoir que des millions de Canadiens de toutes les provinces ne bénéficieront plus des dispositions relatives à l'assurance dentaire pour leurs enfants? Pourquoi s'inquiète-t-elle dans un cas et pas dans l'autre?

**M. Siddon:** Qu'en est-il pour l'ensemble du pays?

[Français]

**L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Madame le Président, je pense que le député qui est mon critique officiel et qui ne m'a pas posé grand questions aurait avantage à recevoir un *briefing* de mon ministère. Cela me ferait plaisir de l'organiser pour lui expliquer le système de santé au Canada.

Au Québec, le ministre provincial de la Santé essaie en ce moment d'abolir le système public pour tous les enfants québécois de 15 ans ou moins relatif aux soins dentaires. C'est cela qu'il essaie de faire. C'est payé par tous les contribuables. Les contribuables du Canada en paient à peu près 50 p. 100. C'est inacceptable étant donné l'importance de la santé dentaire dans une province de notre pays, tandis que dans le régime fiscal tel que corrigé par le budget de novembre dernier, notre ministre des Finances corrige une injustice par laquelle quelques Canadiens bénéficiaient du privilège de déduire de leurs impôts la contribution payée par leurs employeurs à une assurance de groupe pour soins dentaires. Cela n'a rien à voir. Tandis que nous, les autres qui n'en avons pas, nous étions obligés de la payer pleinement. Les gens vont donc continuer de la payer pleinement. Cela ne changera pas grand-chose au système de soins de santé du Canada. Il s'agit d'un problème d'équité.

\* \* \*

[Traduction]

## L'ÉCONOMIE

LES ARTICLES DE JOURNAUX À PROPOS DE PROGRAMMES DE  
CRÉATION D'EMPLOI

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, j'adresse ma question au ministre des Finances. Il a certainement lu dans ses notes qu'un de ses collègues du cabinet a fait savoir à la *Presse canadienne* que le gouvernement envisageait certains programmes de création d'emplois, qui coûteront 1 milliard de dollars pour créer 100,000 nouveaux emplois, et que son collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce a confirmé qu'on envisageait toute une gamme de possibilités, comme l'a également confirmé le ministre d'État aux Mines. Le ministre des Finances peut-il nous dire si c'est exact? Est-il

## Questions orales

vrai que le gouvernement et surtout son ministère envisagent des programmes de création d'emplois d'un nouveau genre; si c'est vrai, peut-il nous fournir des précisions?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, comme je l'ai dit hier au chef de l'opposition, dès que nous aurons pris des décisions, nous les annoncerons. Je lui ai dit également que je n'étais pas prêt à dévoiler ce qui se passe . . .

**M. Clark:** Ce n'est pas ce que vous avez dit.

**M. MacEachen:** . . . au gouvernement. Nous n'avons pas l'habitude de dévoiler ce qui se passe au cabinet.

**M. Clark:** Vous n'avez rien dit de tel.

## LA PRISE EN CONSIDÉRATION DE NOUVEAUX PROGRAMMES

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, je suis sûr qu'à la réflexion, le ministre des Finances se rendra compte qu'il n'a pas dit exactement la même chose que la fois précédente. Peut-il répondre à une simple question: envisage-t-il de proposer de nouveaux programmes pour donner suite aux demandes formulées par un ou plusieurs de ses collègues du cabinet?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** La réponse à cette question est un non catégorique. J'ai écouté diverses propositions que m'ont formulées des députés tant ici qu'à mon propre caucus. Il est évident que nous étudions automatiquement toutes les idées et possibilités qui nous sont présentées. Quant à la lettre signée par un certain nombre de mes collègues, dont a parlé le député, je dois dire que pour ma part, elle est plutôt en faveur . . .

● (1200)

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Stevens:** Vous feriez mieux de la relire.

**M. MacEachen:** Madame le Président, lorsque j'ai pris connaissance de cette lettre pour la première fois, j'ai remarqué que les députés s'y déclaraient entièrement en faveur de programmes visant à freiner la hausse des prix ou à les diminuer, afin de relancer les emplois et la croissance économique. C'était l'objectif fondamental du budget.

Les députés ont également ajouté qu'ils ne demandaient pas pour le moment de stimulants excessifs pour l'économie . . .

**M. Nielsen:** Ils ont dit maintenant.

**M. MacEachen:** . . . et ont proposé un certain nombre de programmes précis à étudier. A mon sens, c'était tout à fait conforme à la déclaration que j'ai faite au Canadian Club, à Toronto, et je dois avouer que cette lettre, et la prétendue dissidence de ses auteurs à l'égard de la politique gouvernementale, ne m'a jamais véritablement énervé.

**M. Clark:** Pourquoi avez-vous évité le vote?